

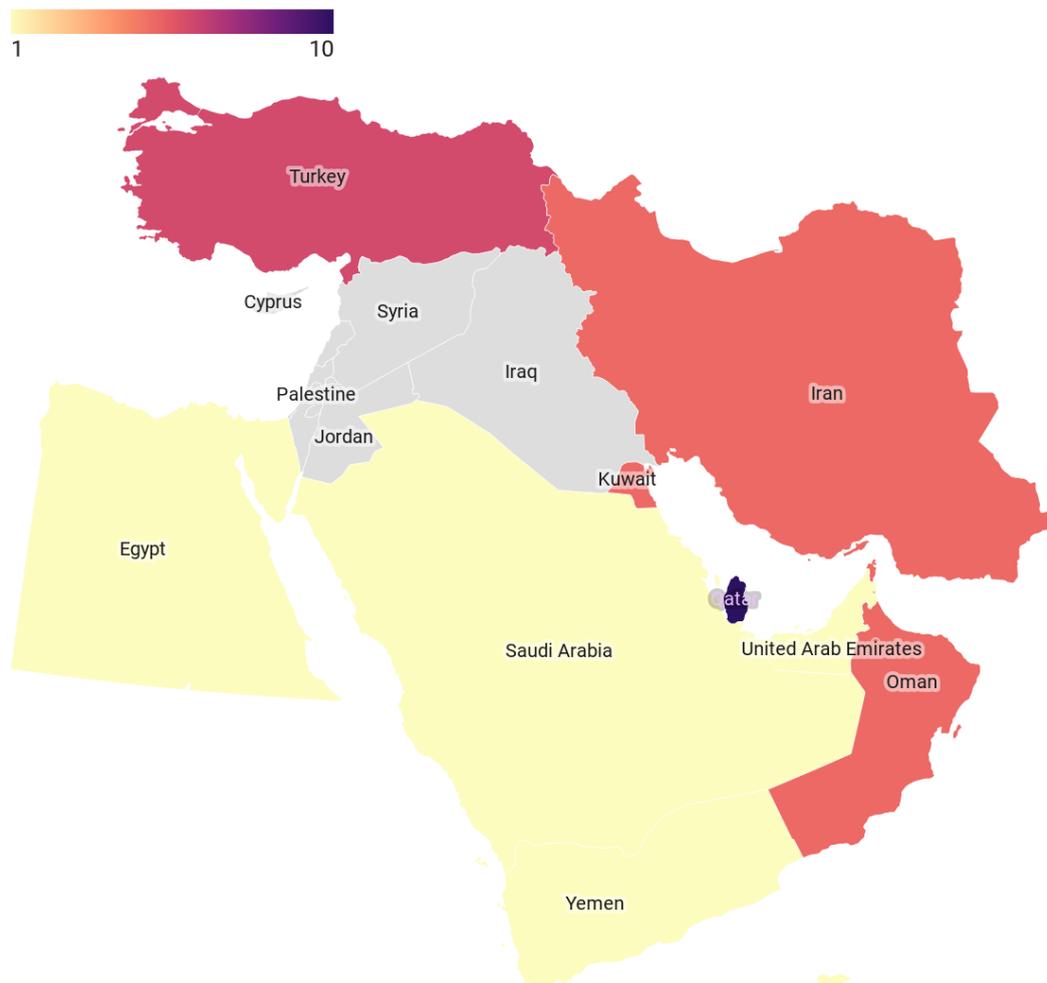
Blocus du Qatar

(5 JUIN 2017 - 5 JANVIER 2021)

Quelles conséquences pour l'économie et le softpower de l'émirat ?

Degré de proximité avec le Qatar dans le cadre de la crise diplomatique qui l'oppose aux pays du quartet

Plus un pays apparaît en foncé plus il est proche du Qatar



Les pays du quartet représentés en jaune sont l'Arabie Saoudite, les Emirats Arabes Unis, l'Egypte et le Bahreïn. Le Yémen est toujours en guerre civile mais le gouvernement reconnu par l'ONU s'est aligné sur le quartet. Le Koweït et Oman sont restés neutres. L'Iran est officiellement un allié de circonstance. La Turquie est le grand allié de la région du Qatar.

Carte: par Zambek Khissimikov et Youcef Rahal • Créé avec Datawrapper

Introduction

Le 5 juin 2017, l'Arabie Saoudite, les Émirats Arabes Unis, l'Égypte et le Bahreïn rompent leurs relations diplomatiques avec le Qatar. Ces pays, formant ce qu'on a appelé le "Quartet" (ou coalition arabe), ont imposé par la fermeture de leurs espaces aérien, terrestre et maritime un blocus à l'émirat. Ce dernier ne possédant qu'une seule frontière terrestre avec l'Arabie Saoudite et encerclé par trois des quatre pays de cette coalition, vit la fermeture de ces espaces souverains comme une mise en quarantaine forcée qui ne prendra fin que trois ans et demi plus tard. Cette quarantaine peut-être vue comme une chape de plomb, aussi bien physique que moral pour le Qatar, accusé officiellement par le Quartet de "soutenir le terrorisme" et "d'œuvrer à la déstabilisation de la région".

Ces deux accusations qui suffiraient à mettre le pays au ban de la communauté internationale, cachent en réalité des considérations plus officieuses et profondes qui ont été révélées par la publication d'un document¹ ayant fait l'objet d'une fuite formulant les demandes du Quartet à l'égard du Qatar. Le Quartet "anti-terreur" (comme il s'est aussi nommé) a exigé entre autres comme préalable à la levée du blocus et à une normalisation avec Doha, "une réduction des relations diplomatiques avec l'Iran", la "fin de la présence militaire turque au Qatar", la "fermeture d'Al-Jazeera", la "fin de son ingérence dans les affaires intérieures de pays souverains", ou encore plus effrontément "le versement des dédommagements pour les pertes de vie humaine et les pertes financières causées par les politiques du Qatar de ces dernières années" et "l'acceptation de toutes les conditions dans les dix jours".

Nous n'avons présenté que six des treize demandes adressées au Qatar, mais les autres² se concentrent également sur des exigences essentiellement politiques qui relèvent d'une volonté manifeste d'une mise sous-tutelle de l'émirat. On peut constater le poids de ces demandes pour un pays qui a depuis des dizaines d'années fait de sa souveraineté à l'égard des autres pays de la région un axe majeur de sa diplomatie. C'est précisément cette dernière jugée "proactive" voir "ambitieuse" qui semble être à l'origine des dissensions ayant abouti au blocus.

Dans cette étude, notre objectif est d'analyser les conséquences induites par le blocus du Qatar sur les deux éléments qui fondent selon nous la force de l'émirat et par extension de sa diplomatie : son économie et son soft-power. À travers la présentation de ces éléments, nous verrons comment le Qatar a pu absorber et rendre caduque en relativement peu de temps les effets de sa quarantaine forcée, et même la transformer en levier de développement pour accroître sa souveraineté et de manière analogue s'éloigner (voir se préserver) des Etats qui lui sont hostiles.

¹ The Associated Press. "List of demands on Qatar by Saudi Arabia, other Arab nations". 23 juin 2017.

² Voir annexe 1.

Les conséquences économiques immédiates

La mise en place du blocus du Qatar s'est traduite par une interdiction des échanges économiques et humains. Le Quartet en fermant ses espaces souverains au Qatar, bloque par la même occasion les importations et les exportations de marchandises, interdit à ses ressortissants de se rendre dans l'émirat, demande (d'une manière assez âpre) aux citoyens qataris de quitter les pays du Quartet (Arabie Saoudite, Émirats Arabes Unis, Egypte et Bahreïn) et suspend ses liaisons aériennes avec la presqu'île qui se retrouve de facto bloquée³. La proclamation de ces actions a été décrite par le président turc Recep Tayyip Erdogan (grand allié du Qatar) comme "inhumaine", "contraire aux valeurs de l'Islam" et comparée à la prononciation d'une "peine de mort"⁴. Si ces propos sont lourds de sens, ils expriment le sentiment régnant au Qatar qui se voit en plein mois du ramadan ostracisé à tous les niveaux alors même que le pays dépend en partie de ses voisins pour ses voies de communication. Leur suspension a montré la vulnérabilité du petit émirat qui ne possède qu'une seule frontière terrestre avec l'Arabie Saoudite par où transite une part importante de ses importations de marchandises. Dès l'annonce de la fermeture de ces voies de communications, les importations de l'émirat ont diminué de 40 %, alors que d'autres effets immédiats incluent la réduction de 25 % des vols à destination de Doha et de 20 % de ceux de Qatar Airways⁵.

Des conséquences financières ont également résulté de la mise en place du blocus à court terme, caractérisées par des mouvements sur les marchés financiers et bancaires. La suspension de certaines transactions financières avec les pays du Quartet a notamment conduit à une fuite de capitaux de près de 40 milliards de dollars du pays⁶. Ces derniers ont été retirés des banques qataris par des ressortissants des pays de la coalition, ce qui a déstabilisé le système bancaire et monétaire de l'émirat. La bourse de Doha qui peut faire figure de benchmark des mouvements financiers dans le pays a connu une diminution de 7,3 % de sa valeur au premier jour du blocus (5 juin) et de 10 % sur l'ensemble du premier mois⁷. Ces mouvements n'ont pas rassuré les acteurs du marché, qui ont décidé de dégrader la notation financière de l'émirat⁸ entraînant dans son sillage une hausse du taux d'intérêt de la dette publique⁹.

Ces conséquences économiques immédiates, relèvent d'après François Chauvancy¹⁰ d'une "guerre économique" qui vise à "faire pression sur l'émir du Qatar" afin de le contraindre à "dépenser des milliards de dollars pour compenser les effets du blocus" et "obtenir sa soumission par le biais de la dégradation de la vie quotidienne des habitants du Qatar". Comme nous le verrons dans la sous-section suivante, le Qatar a

³ La Tribune. "Crise dans le Golfe : quelles sont les mesures prises pour isoler le Qatar ?". 05/06/2017.

⁴ La Tribune. "Sous pression, l'Arabie saoudite se défend d'asphyxier le Qatar". 14/06/2017.

⁵ François Chauvancy. "Blocus du Qatar : l'offensive manquée". Hermann. 2018.

⁶ "FMI. Qatar : Déclaration finale du personnel pour la mission au titre de l'article IV de 2018". 5/03/2018.

⁷ Les Echos. "L'Arabie saoudite a déjà gagné la guerre des nerfs en Bourse contre le Qatar". 3/07/2017.

⁸ Moody's. 4/07/2017.

⁹ Trading Economics. Qatar.

¹⁰ Général français à la retraite qui enseigne sur les problématiques de défense et d'influence. Il a écrit un livre sur le blocus du Qatar nommé "Blocus du Qatar : l'offensive manquée" publié chez Hermann (2018).

effectivement dépensé beaucoup de moyens pour compenser les effets du blocus, seulement cela n'a pas abouti au résultat escompté par le Quartet.

La réaction financière du Qatar et ce sur quoi elle repose

Le Qatar a réagi avec force afin de contrer les conséquences économiques du blocus. Considérons dans un premier temps, la réponse financière qui a été apportée, et ce, sur quoi elle repose. Pour compenser la fuite de capitaux des épargnants et stabiliser le système bancaire et monétaire, l'émirat a mobilisé deux grandes institutions financières. La première est la Qatar Investment Authority (QIA) qui est le fonds souverain qatari et la seconde est la Banque centrale du Qatar (Qatar Central Bank - QCB). La QIA qui gérait avant le début de la crise diplomatique un portefeuille de 335 milliards de dollars¹¹ (9ème fonds souverain mondial en valeur d'actifs¹²) a dans un premier temps réduit ses avoirs en investissements étrangers afin de rapatrier 20 milliards de dollars puis a ajouté 18 milliards supplémentaires pour les injecter dans le circuit financier local de façon à complètement annuler la fuite des capitaux et stabiliser le secteur bancaire¹³. Dans un second temps, la QCB qui un mois avant le début du blocus avait des réserves de change de 62 milliards de dollars¹⁴ a mobilisé 25 % de ses avoirs (soit 15 milliards de dollars) pour stabiliser la monnaie nationale¹⁵ (le riyal qatari). Ces injections en l'espace de quelques semaines ont permis d'après le FMI¹⁶ "d'absorber avec succès les effets du blocus" et ont fait que tout sentiment de panique lié aux sorties de capitaux ont été de courte durée.

Nous n'avons présenté que la réaction financière immédiate du Qatar, mais déjà, il semble pertinent de dire qu'il est difficile pour le Quartet d'être en mesure de faire plier l'émirat par une guerre économique considérant sa puissance financière. Cette dernière, représentée par les deux institutions que sont le QIA et la QCB repose sur les rentes énergétique et financière de l'émirat. Intéressons-nous d'abord à la rente énergétique et plus particulièrement à sa composante gazière qui a construit la richesse du pays au plus haut PIB/hab de la planète (128 378 dollars en 2017)¹⁷. Disposant des troisièmes réserves gazières les plus importantes du monde, le Qatar a largement exploité cette ressource pour devenir le premier exportateur de gaz naturel liquéfié (GNL) avec ses 60 navires transporteurs (tanqueurs). D'après un article du Monde Diplomatique¹⁸, l'exploitation du gaz a permis à l'émirat de multiplier son PIB par dix de 2000 à 2013 mais surtout de lui assurer son indépendance. Celle-ci est soutenue par le fait que toutes les installations nécessaires aux opérations de production jusqu'à la vente finale peuvent être conduites par le Qatar et ce pendant encore une centaine d'années¹⁹. Même si la rente purement financière prend du terrain avec la volonté de

¹¹ Bloomberg. "The Tiny Gulf Country With a \$335 Billion Global Empire". 11/01/2017.

¹² Sovereign Wealth Fund Institute. 2017.

¹³ François Chauvancy. "Blocus du Qatar : l'offensive manquée". Hermann. 2018.

¹⁴ Trading economics. Qatar.

¹⁵ SG Analytics. "Qatar Crisis – Carefully Navigating Through Saudi Led Blockade". 01/02/19.

¹⁶ FMI. "Qatar : Déclaration finale du personnel pour la mission au titre de l'article IV de 2018". 05/03/2018.

¹⁷ Donnée Banque mondiale. En parité de pouvoir d'achat.

¹⁸ Le Monde diplomatique. "Sous blocus, la presqu'île du Qatar prend le large". Angélique Mounier-Kuhn. Octobre 2018.

¹⁹ Au rythme d'exploitation actuel qui est de 77 millions de tonnes de GNL par an.

diversification des activités économiques, celle qui est énergétique continue de fournir la majorité des richesses de la presqu'île avec des recettes qui représentent toujours la moitié du PIB, 85 % des exportations et 70 % des recettes publiques²⁰.

L'instauration du blocus et notamment la fermeture des espaces maritimes n'a pas impacté cette source de revenus. En effet, alors même que le Qatar est encerclé par les espaces maritimes de l'Arabie Saoudite, du Bahreïn et des Émirats Arabes Unis²¹, le pays a continué à vendre son gaz, et ce, pour deux raisons²². Premièrement, à l'inverse des espaces aériens et terrestres, le Quartet n'a mis en place aucune action contraignante pour faire respecter le blocus maritime, ce dernier n'a été effectif qu'en termes d'interdiction d'accès aux ports des pays de la coalition, ce qui fait que le Qatar pouvait continuer à vendre son gaz partout dans le monde en empruntant les espaces maritimes des pays du Quartet (comme la mer rouge et le canal de Suez notamment). Deuxièmement, cette interdiction d'accès aux ports n'a même pas été respectée pour ce qui est des navires exportant du GNL, car certains pays tels que l'Égypte et les Emirats Arabes Unis dépendent fortement du Qatar pour leurs besoins en gaz²³. Cette forte dépendance a fait que même pendant le blocus, ces pays ont continué d'acheter le gaz qatari dans le cadre de contrat de long terme. On constate le paradoxe de cette situation où certains échanges commerciaux sont suspendus, mais pas d'autres. D'où l'idée qu'une guerre économique contre le Qatar ne peut être efficace si elle ne s'attaque pas à la principale source de revenus de l'émirat, c'est-à-dire le gaz, qui lui assure son indépendance.

Pourtant, si le blocus et la guerre économique n'ont pas eu un caractère "total", cela n'a pas empêché le Qatar d'être contraint dans ses échanges commerciaux et pressé d'ouvrir de nouvelles voies commerciales pour continuer de s'approvisionner et notamment en produits essentiels.

L'ouverture de nouvelles voies de communication et la question de l'autosuffisance alimentaire

La fermeture des espaces aériens, terrestres et des ports du Quartet ont empêché au Qatar d'importer des produits essentiels tels que ceux liés à l'alimentation et aux matériaux de construction. Étant donné que 40 % des besoins alimentaires de l'émirat étaient fournis à partir de sa frontière terrestre avec l'Arabie Saoudite²⁴, le pays fut contraint d'ouvrir en urgence de nouvelles voies commerciales²⁵ pour s'assurer que ses 2,7 millions d'habitants soient approvisionnés en denrées alimentaires. Ces ouvertures ont été faites vers la Turquie et l'Iran qui dépêchent dès le début de la crise diplomatique des avions-cargos pour éviter une pénurie alimentaire dans l'émirat²⁶. L'Iran a également fourni les matériaux de construction nécessaires à la continuation des projets d'infrastructure liés à la Coupe du monde 2022 au Qatar, alors qu'ils étaient

²⁰ François Chauvancy. "Blocus du Qatar : l'offensive manquée". Hermann. 2018.

²¹ Voir Annexe 2.

²² François Chauvancy. "Blocus du Qatar : l'offensive manquée". Hermann. 2018.

²³ L'Égypte pour 1/3 et les EAU pour 1/4 de leurs besoins en gaz.

²⁴ Future Directions. "Qatar One Year On: Crisis and Re-Emergence". 18/07/18.

²⁵ Voir Annexe 3.

²⁶ SG Analytics. "Qatar Crisis – Carefully Navigating Through Saudi Led Blockade". 01/02/19.

avant le blocus importés à 70 % d'Arabie Saoudite²⁷. Bien que la nature des relations entre le Qatar et son voisin iranien est au cœur de la justification du blocus, ce dernier pousse par la force des choses à renforcer les liens entre les deux pays. D'autres ouvertures se font vers des pays de la région restés neutres comme Oman et le Koweït²⁸, mais également vers des pays plus éloignés comme le Pakistan et l'Inde qui augmentent leurs échanges avec le Qatar grâce à l'ouverture de nouvelles voies maritimes, mais surtout du port d'Hamad en septembre 2017²⁹. Ce dernier vient limiter le rôle qu'avait le port de Jebel Ali (aux Emirats Arabes Unis) dans le déchargement et la réexpédition des marchandises à destination du Qatar.

Un fait similaire au cas de l'ouverture du port d'Hamad car gage de souveraineté et d'une plus grande autonomie à l'égard des pays de la coalition, est celui de la volonté d'assurer l'autosuffisance alimentaire du pays. Cette dernière, devenue une priorité nationale (voir un enjeu de sécurité) avec le blocus a poussé le pays à accroître sa production alimentaire. Un exemple surprenant et largement documenté, est celui de l'achat par le Qatar de 20 000 vaches des Etats-Unis durant l'année suivant le blocus³⁰. Le fait qu'elles aient été transportées en avion par Qatar Airways³² pour compenser l'arrêt des importations de produits laitiers d'Arabie Saoudite (qui assurait 40 % des besoins laitiers de l'émirat) montre les capacités financières du pays, mais aussi et surtout sa volonté d'engager cette autosuffisance alimentaire. En mai 2018, pour montrer que les dépendances d'hier sont révolues, l'Etat du Qatar ira même jusqu'à interdire de façon symbolique (étant donné que le blocus était encore en place) les importations de produits alimentaires et de marchandises qui pourraient provenir du Quartet. Cet exemple est également lié à un processus ancien, mais qui aurait pris de l'ampleur avec le blocus, celui de la diversification économique.

Des actions ont été prises par les autorités qataris dans ce sens telle que la promotion du "made in Qatar" grâce notamment à la facilitation pour les entrepreneurs de se lancer dans la production locale avec l'octroi de terrains et de prêts à taux préférentiels³³. Si ces efforts visent à réduire davantage la part des hydrocarbures dans le PIB, leurs effets sont récents et difficiles à juger, toutefois, nous pouvons dire en reprenant le cas du port d'Hamad et celui de la quête à l'autosuffisance alimentaire qu'ils ont assurément été impulsés par le blocus. De même que l'ouverture de nouvelles voies de communication qui a permis une diversification dans les partenaires commerciaux du Qatar et une plus grande souveraineté à l'égard du Quartet. Cette souveraineté a en plus de l'économie pu s'appuyer sur le softpower de l'émirat qui comme nous le verrons dans la section suivante a été à mobilisé pour mener la guerre informationnelle et soutenir la diplomatie du Qatar.

²⁷ François Chauvancy. "Blocus du Qatar : l'offensive manquée". Hermann. 2018.

²⁸ Le Koweït est le principal médiateur entre le Quartet et le Qatar.

²⁹ François Chauvancy. "Blocus du Qatar : l'offensive manquée". Hermann. 2018.

³⁰ Le Point. "Qatar : Baladna, la ferme aux 20 000 vaches". 05/06/18.

³¹ Le Monde diplomatique. "Sous blocus, la presqu'île du Qatar prend le large". Angélique Mounier-Kuhn. Octobre 2018.

³² Capital. "14.000 vaches débarquent au Qatar par avion". 29/11/17.

³³ François Chauvancy. "Blocus du Qatar : l'offensive manquée". Hermann. 2018.

Al-Jazeera, un outil d'influence au service du softpower qatari

Une des exigences préalables à la levée du blocus par le Quartet a été la fermeture d'Al-Jazeera, première chaîne d'information du monde arabe. Fondée en 1996 par l'ancien émir du Qatar (le Cheikh Hamad Ben Khalifa Al-Thani), Al-Jazeera est regardé par plus de 200 millions de téléspectateurs dans le monde et près de 50 millions dans les pays arabes³⁴. Elle emploie 4 000 collaborateurs dont 400 journalistes, et possède plus de 60 bureaux à travers le monde. En 2016, soit 20 ans après sa création, Al-Jazeera dépassait de 34 % dans 21 pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord, le nombre de téléspectateurs de toutes les autres chaînes d'informations en continue cumulées entre elles³⁵. Sa force a longtemps résidé dans le fait qu'elle permettait le débat dans le monde arabe tout en relatant la menace de révoltes contre les régimes en place. Véritable plateforme pour les tenants du nationalisme arabe et de l'islam politique, la chaîne fut à son zenith durant les révolutions arabes et jouissait d'une grande notoriété permettant au Qatar d'avoir une influence importante sur la scène internationale. Avec la création de chaînes associées telles que BeIN Sports (anciennement Al-Jazeera Sport), Al-Jazeera English, Al-Jazeera Turk, et d'autres, Doha est devenu un hub médiatique au service de la stratégie d'influence du Qatar.

Mais Al-Jazeera, comme élément central du soft power qatari, serait utilisée au détriment de certains pays de la région, qui voient dans son existence l'expression d'une voix antagoniste, au service d'une stratégie de déstabilisation et d'ingérence dans leurs politiques intérieures. Peu après la prise de fonction du nouvel émir (le Cheikh Tamim ben Hamad Al Thani) en juin 2013, celui-ci s'était engagé (dans un souci de bon voisinage) à diminuer le niveau des critiques formulées sur la chaîne à l'encontre des pays tels que l'Arabie Saoudite, les Emirats Arabes Unis ou l'Egypte³⁶, mais cela n'a pas empêché, la fermeture d'Al-Jazeera dans ces mêmes pays^{37,38} avant même l'instauration du blocus. Ce dernier a changé la donne et la modération voulue sur la chaîne par le chef d'État qatari a disparu, montrant la volonté du Qatar de mobiliser un outil de communication et d'information essentiel pour faire face au Quartet. En effet, Al-Jazeera s'évertue durant les mois suivant l'instauration du blocus à décrédibiliser les pays de la coalition que ce soit sur leurs politiques intérieures ou sur la mise en quarantaine du Qatar.

La chaîne dénonce les atteintes aux droits de l'homme dans les pays du Quartet avec notamment une focalisation sur la vague d'arrestations d'opposants au prince héritier saoudien, l'assassinat du journaliste Jamal Khashoggi³⁹, et sur les disparitions de dissidents dans les Emirats Arabes Unis. Elle critique le bombardement des populations civiles au Yémen, les actions militaires émiraties qui viseraient à asseoir l'influence de leur pays dans la région et de manière plus décomplexé invite des

³⁴ Enseignants Lumni. Chiffres de 2012.

³⁵ François Chauvancy. "Blocus du Qatar : l'offensive manquée". Hermann. 2018.

³⁶ François Chauvancy. "Blocus du Qatar : l'offensive manquée". Hermann. 2018.

³⁷ Al-Arabiya . 24/05/2017.

³⁸ Le Monde. 25/05/2017.

³⁹ Journaliste saoudien qui aurait été assassiné selon plusieurs services de renseignement occidentaux dans le consulat de son pays à Istanbul sur ordre du prince héritier Mohammed ben Salmane.

représentants houthistes à s'exprimer⁴⁰. De plus pour porter la voix des autorités qataris, la chaîne a largement couvert le blocus en démentant toutes les accusations de soutien au terrorisme ou de volonté de déstabilisation de la région⁴¹, mais également en s'efforçant de présenter l'émirat comme un modèle de résilience face à un Quartet corrompu et aux visées impérialistes⁴².

Après avoir été limité par des lignes rouges fixées par l'émir Tamim, Al-Jazeera semble avoir retrouvé la liberté de ton qui faisait auparavant la force de la chaîne et qui participait à sa notoriété dans le monde arabe. Le renforcement de cet outil de communication a permis au Qatar de mener plus efficacement la guerre informationnelle menée par le Quartet, mais également d'appuyer une autre pièce maîtresse du softpower qatari, la diplomatie de l'émirat. Dans la sous-section suivante, nous verrons comment cette diplomatie en s'appuyant sur les activités de "lobbying" a permis de préserver l'existence du Qatar comme Etat souverain.

Diplomatie et lobbying

La diplomatie du Qatar est caractérisée par nombre de positions qui peuvent sembler contradictoires et qu'il ne nous convient pas de traiter ici. Pour ce faire, il faudrait consacrer une étude complète et répondre à la question : comment la diplomatie du Qatar lui permet de dialoguer avec tout le monde et de lier en même temps des alliances antinomiques ? Ce que nous pouvons dire simplement, c'est que cette diplomatie précédemment décrite comme "proactive" et "ambitieuse" repose sur trois éléments que sont : une certaine neutralité, une intense activité de médiation (qui lui permet souvent d'avoir un rapport direct avec les grandes puissances) et le soutien des Etats-Unis⁴³. Ces trois éléments, qu'on peut considérer comme des axes diplomatiques, assurent la souveraineté de l'émirat qui doit compenser son faible poids territorial et démographique. Le dernier axe portant sur le soutien des Etats-Unis est celui qui va nous intéresser.

Le Qatar qui accueille la plus grande base militaire américaine de la région⁴⁴, a été quelque peu déstabilisé aux premiers jours du blocus par les déclarations du président américain. Donald Trump ancien président des Etats-Unis a dans un tweet incendiaire accusé le Qatar d'être une "source majeure du financement du terrorisme"⁴⁶. Cette déclaration, publiée au lendemain de l'instauration du blocus, a été vue comme un soutien aux actions des pays du Quartet. Le Qatar conscient de la faiblesse inquiétante de sa situation et de l'importance du soutien américain, seul capable de le protéger des Etats qui lui sont hostiles notamment d'une invasion terrestre, entreprend une stratégie d'influence répondant à celle de l'Arabie Saoudite et des Emirats Arabes Unis. Ces deux pays auraient depuis de nombreuses années menée une campagne d'influence

⁴⁰ Alors même que le Qatar faisait partie avant le blocus, de la coalition militaire menée par l'Arabie Saoudite combattant les forces houthis au Yémen.

⁴¹ Al-Jazeera. "Why the Qatar blockade matters". 5/06/2020.

⁴² François Chauvancy. "Blocus du Qatar : l'offensive manquée". Hermann. 2018.

⁴³ François Chauvancy. "Blocus du Qatar : l'offensive manquée". Hermann. 2018.

⁴⁴ Le Point. "Golfe: le Qatar inaugure sa plus grande base de gardes-côtes". 14/07/2019.

⁴⁵ Voir Annexe 4.

⁴⁶ The Guardian. "Donald Trump tweets support for blockade imposed on Qatar". 06/06/17.

afin de faire percevoir le Qatar dans un nombre conséquent d'Etats et d'opinion publiques mais particulièrement aux Etats-Unis comme une menace en tant que soutien présumé du terrorisme islamiste. Un des moyens à leur disposition a été de faire du lobbying, une activité qui vise à "défendre des groupes d'intérêts auprès des décideurs politiques"⁴⁷ en l'occurrence américains. Les chiffres publiés par le département américain de la justice ⁴⁸ sont sans appel, l'Arabie Saoudite et les Emirats Arabes Unis dépensent chaque année plus de 20 millions de dollars en activités de lobbying pour s'assurer du soutien des acteurs politiques locaux. Ces chiffres sont tellement élevés qu'ils ont été épinglés dans une enquête qui à première vue n'a rien à voir, celle du procureur spécial Robert Mueller qui enquêtait sur les actions d'influence de puissance étrangère et en particulier de la Russie sur la campagne présidentielle américaine de 2016⁴⁹. Le Qatar, qui ne dépense aux Etats-Unis avant le blocus "que" 8 millions de dollars dans ses activités de lobbying, augmente considérablement ses dépenses pour dépasser celles des deux têtes de pont du Quartet en 2017⁵⁰.

L'émirat aurait recruté au moins 23 lobbyistes américains après le début de la crise, ce qui aurait permis de soutenir la diplomatie qatari et d'engager un rapprochement stratégique entre les Etats-Unis et le Qatar ⁵¹. C'est ainsi que trois semaines après la diffusion des treize exigences formulées par le Quartet, le Qatar signe un accord avec les Etats-Unis sur la lutte contre le terrorisme. L'accord dont le contenu exact n'a pas été dévoilé, prévoirait notamment la présence de deux responsables du département de la justice américaine au côté du procureur d'Etat qatari⁵². De plus, l'émir du Qatar ratifie 10 jours plus tard (le 20 juillet 2017), une modification de la loi antiterroriste de 2004 pour élargir la définition du terrorisme et améliorer la lutte contre son financement. Cette contre-offensive bien menée aurait eu pour conséquence un affaiblissement du Quartet qui formulera une nouvelle liste de six exigences annulant la précédente, mais reprenant globalement les mêmes éléments. Malgré le zèle apparent de l'émirat qui s'engage à lutter contre un financement supposé du terrorisme et qui retrouve la bénédiction du président des Etats-Unis ⁵³ (qui affiche son soutien au Qatar et appelle toutes les parties à un compromis), le Quartet ne lèvera pas le blocus immédiatement.

La diplomatie du Qatar appuyée par les activités de lobbying à Washington a donc permis à l'émirat de renverser la balance et de s'assurer à nouveau du soutien des Etats-Unis qui sont les garants de la souveraineté du Qatar et les seuls réels détenteurs de la puissance dans la région. L'épilogue de cette section, se trouvera peut-être dans l'expression de la volonté d'Angela Merkel qui pour résoudre la crise prôna, dès

⁴⁷ Journal du net. Définition du lobbying.

⁴⁸ Qui contraint à déclarer les activités rémunérées pour lobbying dans un souci de transparence de la vie politique.

⁴⁹ AP News. "Powerful Emirati crown prince entangled by Mueller report". 19/04/2019.

⁵⁰ Voir Annexe 5.

⁵¹ François Chauvancy. "Blocus du Qatar : l'offensive manquée". Hermann. 2018.

⁵² François Chauvancy. "Blocus du Qatar : l'offensive manquée". Hermann. 2018.

⁵³ Paroles échangées le 10 avril 2018, lors de la rencontre entre D. Trump et l'émir du Qatar à la Maison Blanche : "Vous êtes devenu un très grand défenseur de la lutte contre le terrorisme et nous vous en sommes reconnaissants".

septembre 2017, des négociations discrètes entre le Qatar et le Quartet peut-être pour que ce dernier puisse éviter l'affront de sa défaite.

Conclusion

Pour conclure, on peut donc dire que le Qatar a mobilisé toutes ses ressources pour s'adapter au blocus, grâce notamment à une réaction financière appropriée mobilisant deux institutions puissantes que sont la QIA et la QCB, à l'ouverture de nouvelles voies commerciales grâce à une diversification en termes de partenaires, à la quête d'une plus grande souveraineté économique en investissant dans des activités lui permettant d'être autosuffisante, mais également de soutenir une diversification économique lui assurant d'autres source de revenus que celle émanant de la rente énergétique. Le softpower de l'émirat s'appuyant notamment sur le hub médiatique de Doha organisé autour d'Al-Jazeera et sa diplomatie active s'appuyant sur un lobbying important à Washington lui a permis d'assurer sa souveraineté et d'affirmer la puissance du Qatar comme acteur essentiel de la région. Il serait intéressant dans une prochaine étude d'étudier les conséquences sociétales et politiques causées par ce blocus, notamment en termes d'identités nationales pour les pays de la région. Ces derniers, dont les relations ont été restaurées le 5 janvier 2021 à l'occasion d'un sommet du Conseil de Coopération du Golfe (CCG), s'annoncent troublées à l'avenir.

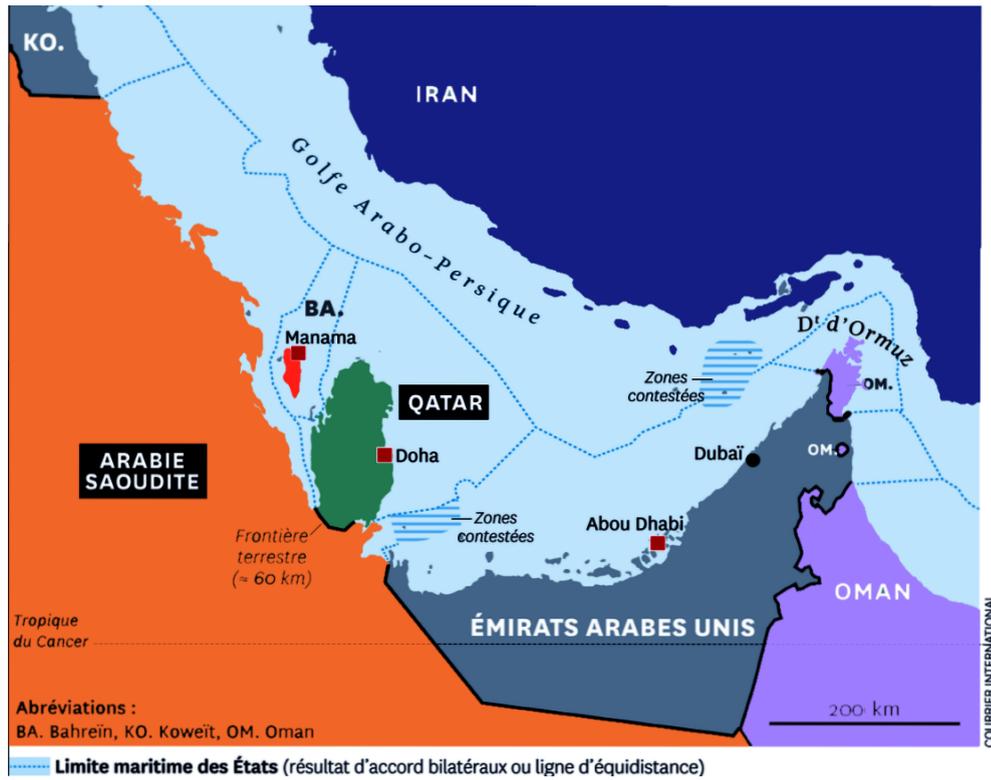
Annexes

Annexe 1 : Liste des exigences envoyées par les pays du Quartet au gouvernement qatari le 23 juin 2017. Le tableau est issu du livre "Blocus du Qatar : l'offensive manquée", François Chauvancy, édition Hermann (2018).

Exigence n°1	Réduire les relations diplomatiques avec l'Iran et fermer les missions diplomatiques qataries en Iran. Expulser les membres des Gardiens de la révolution islamique et cesser toute coopération avec l'Iran. Seuls les échanges commerciaux qui respectent les sanctions américaines et internationales seront autorisés.
Exigence n°2	Mettre immédiatement fin à la présence militaire turque au Qatar et à toute coopération militaire avec la Turquie à l'intérieur du Qatar.
Exigence n°3	Couper tous les liens avec les "organisations terroristes", en particulier les Frères musulmans, le groupe état islamique, al-qaïda et le Hezbollah libanais. Déclarer officiellement que ces entités sont des groupes terroristes.
Exigence n°4	Mettre fin au financement d'individus, groupes ou organisations désignés comme terroristes par l'Arabie Saoudite, les Emirats arabes unis, l'Egypte, le Bahreïn, les Etats-Unis et d'autres pays.
Exigence n°5	Livrer les "figures terroristes" voulues par l'Arabie Saoudite, les Emirats arabes unis, l'Egypte et le Bahreïn à leur pays d'origine. Geler leurs actifs et fournir toute information souhaitée sur leur lieu de résidence, leurs

	mouvements et leurs finances.
Exigence n°6	Fermer Al-Jazeera et ses chaînes affiliées.
Exigence n°7	Mettre fin à son ingérence dans les affaires intérieures de pays souverains. Arrêter d'accorder la citoyenneté aux ressortissants saoudiens, émiratis, égyptiens et bahreïnais recherchés par leurs pays. Révoquer la citoyenneté qatarie à ces ressortissants lorsqu'une telle citoyenneté viole les lois de ces pays.
Exigence n°8	Verser des dédommagements pour les pertes de vie humaine et les pertes financières causées par les politiques du Qatar de ces dernières années. La somme sera déterminée en coordination avec le Qatar.
Exigence n°9	S'aligner sur les autres pays du Golfe et les pays arabes sur le plan militaire, politique, social et économique, conformément à un accord conclu avec l'Arabie Saoudite en 2014.
Exigence n°10	Mettre un terme à tous les contacts avec l'opposition politique en Arabie Saoudite, aux EAU, en Egypte et au Bahreïn. Transmettre tous les fichiers détaillant les contacts antérieurs du Qatar avec ces groupes d'opposition et le soutien qatari à leur égard.
Exigence n°11	Fermer les médias que le Qatar finance directement et indirectement, y compris Arabi21, Rassd, Al Araby Al-Jadeed et Middle East Eye.
Exigence n°12	Accepter toutes les conditions dans les dix jours suivant leur envoi au Qatar, sans quoi la liste devient invalide.
Exigence n°13	Consentir à des audits mensuels au cours de la première année suivant l'acceptation de ces demandes, puis une fois par trimestre au cours de la deuxième année. Une surveillance annuelle du respect des demandes par le Qatar aura lieu chaque année les dix années suivantes.

Annexe 2 : Les espaces maritimes des pays bordant le Golfe Persique. La carte est issue du site internet suivant : <https://ymahieu.eu/memento-de-cartes/golfe-arabo-persique.html>

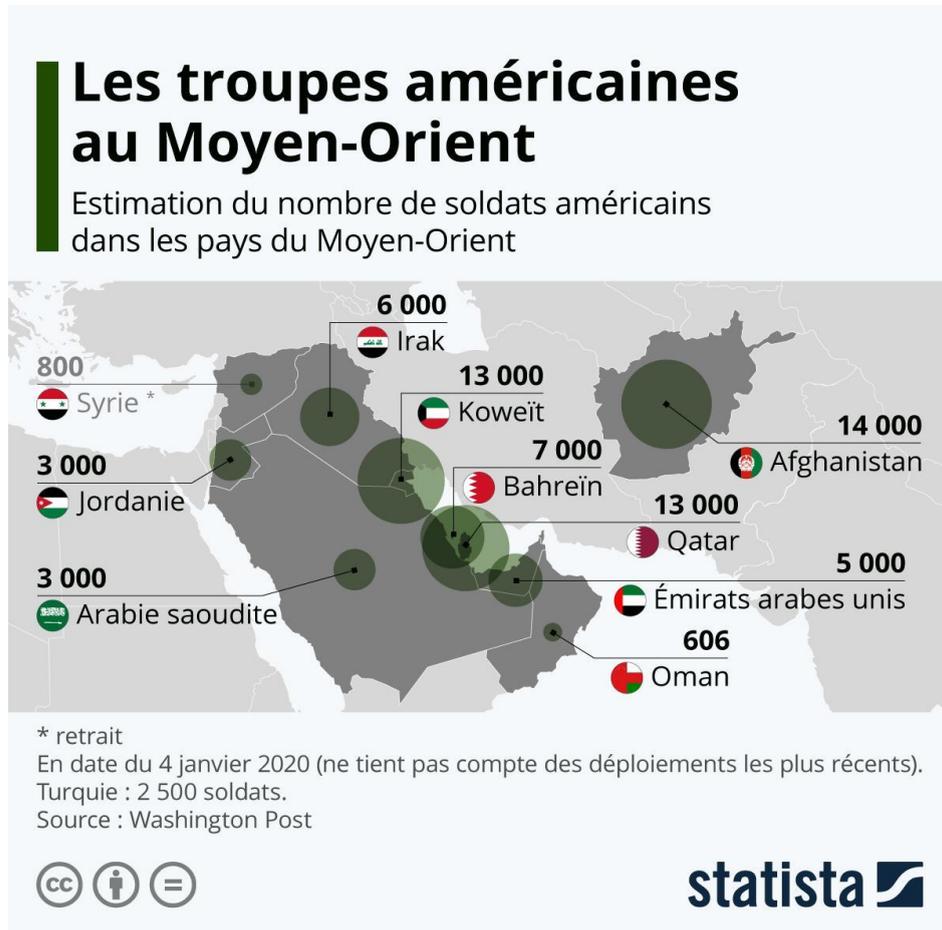


Annexe 3 : Carte représentant la fermeture des espaces aériens du Quartet et le déroutage des vols en provenance du Qatar. Issue d'un épisode du Dessous des Cartes nommé "Le blocus aérien au Qatar".



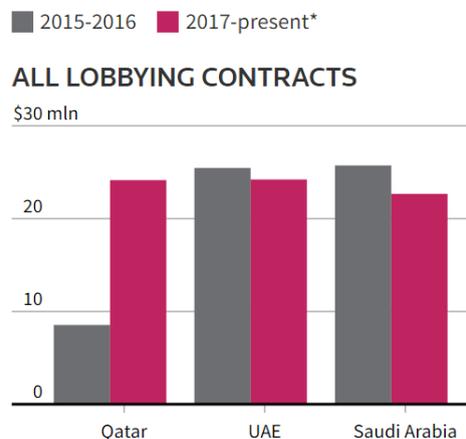
Annexe 4 : Carte représentant la présence des troupes américaines au Moyen-Orient. Issue du site Statista :

<https://fr.statista.com/infographie/20422/estimation-du-nombre-de-soldats-americains-dans-les-pays-du-moyen-orient/>



Annexe 5 : Graphique représentant les dépenses de lobbying de l'Arabie Saoudite, des Emirats Arabes Unis et du Qatar. Issu du site internet de Reuters :

<https://fingfx.thomsonreuters.com/gfx/rngs/USA-QATAR-LOBBYING/010070Y61YE/index.html>



Bibliographie

Al-Arabiya . 24/05/2017. Site :

<https://english.alarabiya.net/media/digital/2017/05/24/UAE-Foreign-Ministry-bans-all-Qatari-news-websites>

Al-Jazeera. "Why the Qatar blockade matters". 5/06/2020. Site :

<https://www.aljazeera.com/opinions/2020/6/5/why-the-qatar-blockade-matters>

AP News. "Powerful Emirati crown prince entangled by Mueller report". 19/04/2019. Site :

<https://apnews.com/article/bbd17a88bf54f968495c1212a509a02>

Bloomberg. "The Tiny Gulf Country With a \$335 Billion Global Empire". 11/01/2017. Site :

<https://www.bloomberg.com/news/articles/2017-01-11/qatar-sovereign-wealth-fund-s-335-global-empire>

Capital. "14.000 vaches débarquent au Qatar par avion". 29/11/17. Site :

<https://www.capital.fr/economie-politique/14-000-vaches-debarquent-au-qatar-par-avion-1258181>

Enseignants Lumni. Chiffres de 2012. Site :

<https://enseignants.lumni.fr/fiche-media/00000001370/les-investissements-du-qatar-en-france.html#eclairage>

François Chauvancy. "Blocus du Qatar : l'offensive manquée". Hermann. 2018. Site :

<https://www.amazon.fr/Blocus-Qatar-l'offensive-information-affrontement/dp/2705697322>

Future Directions. "Qatar One Year On: Crisis and Re-Emergence". 18/07/18. Site :

<https://www.futuredirections.org.au/publication/qatar-one-year-crisis-re-emergence/>

FMI. "Qatar : Déclaration finale du personnel pour la mission au titre de l'article IV de 2018". 5/03/2018. Site :

<https://www.imf.org/en/News/Articles/2018/03/05/ms030518-qatar-staff-concluding-statement-for-the-2018-article-iv-mission>

Journal du net. Définition du lobbying. Site :

<https://www.journaldunet.fr/business/dictionnaire-economique-et-financier/1198953-lobbying-definition-traduction/>

La Tribune. "Crise dans le Golfe : quelles sont les mesures prises pour isoler le Qatar ?".

05/06/2017. Site :

<https://www.latribune.fr/economie/international/crise-dans-le-golfe-quelles-sont-les-mesures-prises-pour-isoler-le-qatar-731678.html>

La Tribune. "Sous pression, l'Arabie saoudite se défend d'asphyxier le Qatar". 14/06/2017. Site :

<https://www.latribune.fr/economie/international/sous-pression-l-arabie-saoudite-se-defend-d-asphyxier-le-qatar-739166.html>

Le Monde. 25/05/2017. Site :

https://www.lemonde.fr/international/article/2017/05/25/sites-internet-bloques-en-egypte_513590_3210.html

Le Monde diplomatique. Angélique Mounier-Kuhn. “Sous blocus, la presqu’île du Qatar prend le large”. Octobre 2018. Site :

https://www.monde-diplomatique.fr/2018/10/MOUNIER_KUHN/59151

Le Point. “Qatar : Baladna, la ferme aux 20 000 vaches”. 05/06/18. Site :

https://www.lepoint.fr/monde/qatar-baladna-la-ferme-aux-20-000-vaches-05-06-2018-2224351_24.php

Le Point. “Golfe: le Qatar inaugure sa plus grande base de gardes-côtes”. 14/07/2019. Site :

https://www.lepoint.fr/monde/golfe-le-qatar-inaugure-sa-plus-grande-base-de-gardes-cotes-14-07-2019-2324497_24.php

Les Echos. “L’Arabie saoudite a déjà gagné la guerre des nerfs en Bourse contre le Qatar”.

3/07/2017. Site :

<https://www.lesechos.fr/2017/07/larabie-saoudite-a-deja-gagne-la-guerre-des-nerfs-en-bourse-contre-le-qatar-175170>

The Guardian. “Donald Trump tweets support for blockade imposed on Qatar”. 06/06/17. Site :

<https://www.theguardian.com/world/2017/jun/06/qatar-panic-buying-as-shoppers-stockpile-food-due-to-saudi-blockade>

The Associated Press. “List of demands on Qatar by Saudi Arabia, other Arab nations”. 23 juin 2017. Site :

<https://apnews.com/article/bahrain-qatar-iran-saudi-arabia-united-arab-emirates-3a58461737c44ad58047562e48f46e06>

SG Analytics. “Qatar Crisis – Carefully Navigating Through Saudi Led Blockade”. 01/02/19. Site :

<https://www.sganalytics.com/blog/heat-on-the-arabian-peninsula-reviewing-qatars-journey-as-it-carefully-navigates-through-the-saudi-led-blockade/>